

Théorie et pratique

L'interaction entre théorie et pratique constitue une question politique centrale pour notre groupe. Avant d'entamer la moindre coopération avec des organisations d'extrême gauche ou d'autres courants, avant de lancer une campagne ou une action quelconque, nous discutons toujours de leur contenu et de notre stratégie politique. Et inversement: pour nous, entreprendre des recherches sur un sujet, avoir des discussions et élaborer des hypothèses théoriques n'a de sens que si ces démarches nourrissent nos activités politiques concrètes. Cela paraît probablement évident, mais combien de militants courent sans cesse d'une action à une autre, sans jamais mener vraiment d'enquêtes préalables ni faire de choix politiques réfléchis? Et combien de fois, après avoir lu un article théorique, ne nous sommes-nous pas demandés: «À quoi diable ce texte va-t-il me servir?»

Peu après avoir fondé notre groupe – il s'appelait au départ De Invalshoek (La Perspective) –, nous avons également rencontré ce type de problèmes. Ceux qui venaient à nos réunions d'information se sont sans doute parfois demandé: «*Ce que ces gens-là dénoncent est en effet terrible, mais que puis-je y faire?*» De plus, certaines de nos discussions étaient beaucoup trop théoriques et n'offraient aucune perspective concrète d'action. Nous avons tiré les leçons de ces réunions et en avons dégagé un certain nombre de conclusions.

Contre le racisme gouvernemental

Durant nos cinq premières années d'existence nous avons surtout agi au niveau local. Nous avons collaboré régulièrement avec GroenLinks (a), avec l'organisation nationale de soutien aux réfugiés et avec les Églises progressistes. Tout comme nous, ces courants critiquaient les conséquences néfastes de la politique gouvernementale sur les réfugiés et les immigrés. Mais ils refusaient d'en dénoncer les fondements: le racisme gouvernemental et les politiques migratoires capitalistes. À l'époque, nous discutons fréquemment avec les membres de ces groupes. Nous nous sommes donc intéressés aux implications pratiques racistes quotidiennes des politiques d'immigration et à leurs liens avec le capitalisme; nous avons analysé ces questions et exposé nos positions sur ces sujets dans notre journal. En même temps, nous avons commencé à surveiller de près le développement de l'extrême droite dans la région de Leiden, parce que les néo-nazis étaient devenus une menace concrète contre les immigrés et les réfugiés. Et, depuis lors, nous avons rédigé de nombreux articles sur l'extrême droite néerlandaise.

Nous avons également toujours soutenu concrètement les réfugiés et les immigrés, de façon à la fois individuelle et collective. Différents événements et expériences nous ont forcés à nous documenter et à analyser divers problèmes actuels. Par exemple, nous critiquons régulièrement:

- la position ambiguë et paternaliste des chrétiens lorsqu'ils soutiennent les réfugiés;
- le rôle des spécialistes des sciences sociales rémunérés par le gouvernement et qui veulent en même temps étudier le travail des associations de solidarité;
- et la popularité croissante, dans les milieux «progressistes», du thème du «retour volontaire».

Nous abordons régulièrement ces questions afin de mettre en garde les associations qui apportent leur soutien aux réfugiés et aux immigrés. Nous souhaitons les empêcher de se transformer en auxiliaires de l'appareil de répression.

Contre l'idéologie New Age

Vers 1995, nous avons commencé à agir davantage au niveau national, en partie parce que nous étions fréquemment confrontés au recul idéologique de la gauche révolutionnaire. Certains militants ont commencé à flirter avec le New Age et le postmodernisme. Des idées de droite ont acquis droit de cité dans les mouvements écologistes et «antispécistes» (pour les droits des animaux). Et les thèmes antiracistes et féministes ont été de plus en plus négligés par la gauche et l'extrême gauche. Cela nous a incités à mieux étudier ces questions, à écrire des articles et à organiser des débats publics à ce propos. Il nous semble, en effet, que les révolutionnaires doivent raisonner à partir de théories claires et sérieuses, s'ils veulent pouvoir comprendre et influencer la situation politique actuelle.

Néanmoins, certaines de nos analyses n'étaient pas suffisamment approfondies. À partir de la fin de 1997, par exemple, nous avons joué un rôle très actif dans la campagne contre l'AMI (b) et dans la naissance du mouvement altermondialiste aux Pays-Bas. Nous voulions participer à la lutte internationale contre le capitalisme, ce système qui force des millions d'individus à s'enfuir de leur pays ou à émigrer. En participant aux actions et aux discussions au sein du mouvement altermondialiste, nous avons compris que son idéologie reposait principalement sur le nationalisme et sur un anticapitalisme à courte vue⁽¹⁾ qui ressemblait fortement à la conception antisémite du

monde. Nous avons découvert que notre campagne contribuait à répandre des idées de droite. Notre groupe est donc immédiatement sorti du mouvement altermondialiste, et s'est mis à étudier, de façon détaillée, le nationalisme et l'antisémitisme, et particulièrement la façon dont ces idéologies peuvent s'intégrer aux analyses et aux campagnes de l'extrême gauche. Il nous est alors apparu nécessaire de rediscuter régulièrement, voire même parfois de rejeter, certaines idées et concepts de la gauche révolutionnaire, de les remplacer ou de les redéfinir.

Limites des mouvements de libération nationale

À la même époque, des associations de solidarité avec des luttes du tiers monde nous demandaient régulièrement de soutenir leurs actions contre l'expulsion de militants appartenant à des mouvements de libération nationale ou à des organisations communistes vers des pays comme la Turquie, l'Espagne ou les Philippines. Cela nous a incités à réfléchir à la pratique et la théorie des mouvements de libération nationale et à l'anti-impérialisme. Nous avons généralement refusé de soutenir ces mouvements de libération nationale, mais nous nous sommes opposés aux expulsions de leurs militants. Nous avons aussi défendu l'idée qu'il nous semblait plus important d'organiser une lutte concrète aux Pays-Bas, que de proclamer une vague solidarité avec des gens luttant loin d'ici.

Après le 11 septembre 2001, un nouveau mouvement antiguerre s'est rapidement organisé aux Pays-Bas. Nous avons décidé de ne pas y participer activement, parce que ce mouvement ne critiquait absolument pas le fondamentalisme musulman et le nationalisme arabe, courants politiques que nous avons donc analysés. Nous avons aussi étudié l'antisémitisme croissant au sein du mouvement anti-guerre et les critiques unilatérales dirigées contre Israël. Nous nous sommes plus intéressés à l'anti-sémitisme aux Pays-Bas qu'à la situation en Israël même. Nous avons donc décidé d'organiser chaque année une réunion sur la Nuit de cristal (c), afin de combattre l'idéologie dominante dans la gauche.

Contre les politiques démographiques et le contrôle des migrations

Plutôt que de nous consacrer à la dénonciation des guerres en Afghanistan et en Irak, nous avons essayé de faire du combat contre la répression croissante des réfugiés et des immigrés aux Pays-Bas un thème politique central. Dans ce domaine, nous pouvons influencer concrètement la politique néerlandaise, et en plus le faire aux côtés des immigrés et des réfugiés eux-mêmes. Nous avons analysé et dénoncé le racisme anti-musulmans des politiciens et des leaders d'opinion afin de contrecarrer la dérive idéologique et politique continue de la société vers la droite. Et pour combattre leur critique nationaliste unilatérale du fondamentalisme musulman, nous avons critiqué et combattu le fondamentalisme chrétien.

Suite à l'échec de notre campagne contre l'AMI, nous avons décidé de réfléchir à une nouvelle façon d'envisager les problèmes internationaux. Des concepts comme les politiques démographiques et le contrôle des migrations nous sont apparus beaucoup plus fructueux pour développer de nouvelles analyses et de nouvelles luttes. Aux côtés de quelques autres groupes, nous investissons désormais beaucoup d'énergie dans ces questions.

Eric Krebbers,

De Fabel van de illegaal n° 60/61,
automne 2003

(1) À courte vue parce qu'il oppose le capitalisme national au capitalisme international, ou le capitalisme productif au capitalisme marchand, au lieu de se concentrer sur l'opposition fondamentale entre Travail et Capital (note d'Eric Krebbers).

Notes de *Ni patrie ni frontières*

(a) La Gauche verte, créée en 1990, est issue de la fusion entre un parti maostalinien, un parti radical chrétien de gauche, un parti pacifiste et socialiste et un parti évangélique de gauche. Il dispose actuellement de 7 sièges sur 150 au Parlement néerlandais.

(b) L'AMI ou Accord multilatéral sur les investissements fut négocié de 1995 à 1998 entre les pays les plus riches de la planète (les 29 membres de l'OCDE). Comme l'écrit, dans son langage codé et policé, le site de l'OCDE: «Son objectif proposé était d'établir pour l'investissement international un large cadre multilatéral comportant des normes élevées de libéralisation des régimes d'investissement et de protection de l'investissement et doté de procédures efficaces de règlement des différends, et ouvert aux pays non membres. Les négociations ont cessé en décembre 1998 et elles ne vont pas reprendre.»

Comme l'écrit un site qui se réclame à la fois de l'altermondialisme (Halimi, Ziegler, Forrester, etc) ...et d'une prophétie d'un maître des Templiers au Moyen Age:

«Au sommet européen de Biarritz, le gouvernement français avait donné son accord à une modification de l'article 133 du Traité d'Amsterdam, en vue de permettre à la Commission européenne de négocier les futurs accords multilatéraux à la place des Etats. Si cette mesure est adoptée, les Etats n'auront plus aucun moyen de s'opposer aux futurs accords de type AMI. Bientôt, les Etats européens se trouveront engagés par des accords qu'ils n'auront pas signés, et pour lesquels ni les parlementaires ni les citoyens n'auront été consultés. Entre-temps, l'AMI est redevenu d'actualité: les négociations ont repris fin 2002, cette fois dans le cadre de l'OMC au lieu de l'OCDE. En plus de l'AMI, des nouveaux projets de traités multilatéraux similaires ont vu le jour, notamment le traité "NTM" (Nouveau Marché Transatlantique), conduit par le commissaire européen Leon Brittan, et surtout l'AGCS (Accord Général sur le Commerce des Services). Comme l'AMI, le NTM et l'AGCS visent à réduire le pouvoir économique des Etats, et à démanteler méthodiquement l'ensemble des réglementations sociales et environnementales.»

En consultant le site dont sont extraites ces explications en partie justes mais à la tonalité chauvine (<http://www.syti.net/AMI.html>), le lecteur aura une assez bonne idée des ambiguïtés du discours altermondialiste sur les «Maîtres du monde» (titre d'un livre de Jean Ziegler, pote à Ramadan, député PS suisse et icône «alter») et des raisons pour lesquelles *De Fabel van de illegaal* s'est prudemment retiré de ce mouvement qui ne s'en prend jamais au capitalisme, mais toujours à ses «excès» «néolibéraux» ou «antinationaux».

(c) Nuit de cristal: pogroms organisés par les nazis en Allemagne, dans la nuit du 9 au 10 novembre 1938, suite à l'assassinat d'Ernest von Rath, conseiller d'ambassade à Paris, par Herschel Grynszpan le 7 novembre de la même année. Ces pogroms se traduisirent par la destruction de synagogues, de magasins, de lieux d'habitation et par des centaines de meurtres, des milliers de blessés, puis des dizaines de milliers de déportations de Juifs à Dachau, Buchenwald et Sachsenhausen.